

Le dollar canadien

Je pense qu'une étude objective montrerait que le dollar serait en-deçà de sa valeur s'il tombait à 83c. ou moins. Je serais donc très étonné de le voir tomber à 79c., comme l'a prédit le chef de l'opposition cet après-midi, je crois.

Nous aurions tort de nous affoler. Ce qu'il faut faire, c'est retrousser nos manches et nous mettre à la tâche. Il faut discuter avec les députés de l'opposition qui sont tout à fait capables de le faire, qui connaissent ces domaines, tel que le député de Don Valley; discuter intelligemment au lieu de faire des plaisanteries comme le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Il nous a néanmoins divertis après les discours insipides faits par les députés de l'opposition, au cours du débat d'aujourd'hui.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, au cours des quelques minutes dont je dispose, j'aimerais exprimer mes vues sur cette question. Selon le gouvernement, cette motion n'aurait pas dû être présentée et la discussion sur la valeur souhaitable du dollar canadien devrait être réservée aux lecteurs des pages financières des quotidiens et aux touristes qui achètent des devises américaines ou britanniques à la banque.

Je trouve ce point de vue bien décevant car notre dollar est à son plus bas niveau depuis 46 ans. Il y a 46 ans, nous vivions les pires moments de la grande crise. Même alors, le dollar n'était demeuré à un niveau aussi bas que pendant quelques mois. A cette époque-là l'économie canadienne était surtout agricole et agraire, mais elle était plus faible que celle de bien des pays industrialisés de l'Occident. Je crois qu'il est important de rappeler que notre dollar est maintenant rendu à 83c. et que selon maints experts, il se pourrait qu'il baisse jusqu'à 79c. Voilà qui devrait nous inquiéter, ou du moins, nous amener à en discuter. Quoi qu'on en pense, l'idée que les commerçants du monde entier se font de la stabilité et de la vigueur de notre économie est importante.

Depuis quelques années, le déficit du budget fédéral se calcule en milliards de dollars. Les ministres des finances ont constamment sous-estimé leurs déficits budgétaires et les taux d'inflation. La Commission de lutte contre l'inflation avait prédit que l'inflation tomberait à 4 p. 100, mais elle est encore le double de ce chiffre. Je crois d'ailleurs qu'il est insensé de faire de telles prédictions. Il ne semble pas y avoir de leur au bout du tunnel. S'il y en avait une, nous serions beaucoup plus heureux.

Le gouvernement a fait grand état du fait que l'excédent de notre balance commerciale est de 3.5 milliards de dollars. Si nous examinons cela de plus près, nous constatons qu'il ne s'agit en réalité que d'une augmentation en pourcentage due à la baisse de valeur du dollar. A moins que le gouvernement ne mette de l'ordre dans l'économie, cet excédent disparaîtra bientôt. Ce n'est un secret pour personne que nous pouvons acheter des produits japonais et allemands à un coût à peine plus élevé qu'auparavant. Ce n'est certainement pas dû à la baisse de valeur du dollar. Les hommes d'affaires qui approvisionnent notre marché depuis l'étranger ne sont pas nécessairement très désavantagés.

● (2150)

Maintenant, monsieur l'Orateur, qu'y a-t-il d'essentiellement faussé dans le système? Eh bien, c'est le fait que l'on imprime trop de papier-monnaie et que l'on en imprime à un rythme si rapide que l'inflation intérieure devient galopante.

[M. Johnston (Westmount).]

Nous avons maintenu à un haut niveau notre taux d'intérêt ainsi que l'a signalé le gouverneur de la Banque du Canada. Nous avons espéré juguler l'inflation mais l'on se demande maintenant si l'inflation peut vraiment être ralentie par un taux d'intérêt élevé alors que d'un autre côté on laisse augmenter trop rapidement la masse monétaire.

Il est hors de doute que la tendance inflationniste actuelle a été activée par le gouvernement minoritaire des années 1972 à 1974 alors que l'équipe libérale s'efforçait de rester au pouvoir en cédant quel qu'en fût le prix aux exigences du NPD. On n'a pas effectué ces dépenses en ayant recours à des emprunts sur le marché des capitaux mais en imprimant de l'argent, méthode qui, au cours de ces années-là, a permis de financer environ 75 p. 100 des déficits gouvernementaux.

Des prévisions américaines dignes de foi indiquent que nous devons nous attendre à une inflation de 7 p. 100 aux États-Unis seulement. On prévoit que le déficit américain sera presque certainement encore plus élevé, qu'il dépassera les 30 milliards de dollars et qu'il se rapprochera même davantage des 40 milliards de dollars. La solution américaine semble pourtant bonne par rapport à la nôtre. Toutes proportions gardées, puisque notre économie est dix fois plus petite que celle des Américains, leur déficit de 40 milliards de dollars correspondrait à quatre milliards chez nous. On constate cependant, que notre déficit est proportionnellement deux fois et demie plus important que le déficit prévu chez nos voisins. Le problème de notre balance des paiements est même plus grave que le leur. Leur déficit à ce chapitre est de l'ordre de 29 milliards de dollars alors que le nôtre s'approche de quatre ou cinq milliards de dollars ce qui, toutes proportions gardées, correspondrait à 40 ou 50 milliards de dollars chez eux.

La leçon de tout ceci est bien claire: les gouvernements doivent contrôler leurs dépenses. Il ne sert à rien d'emprunter d'énormes sommes d'argent à rembourser ultérieurement quand on enregistre un pareil déficit.

Pouvons-nous nous arrêter au problème de l'indexation et aux dépenses incompressibles de l'État? Les gouvernements doivent contrôler leurs dépenses, même si de telles mesures sont indésirables sur le plan social. Même lorsque le fait de procéder à des dépenses est très payant sur le plan politique, il convient d'évaluer leurs répercussions globales sur l'économie. En période de forte inflation, il faudrait réexaminer le principe de l'indexation globale. Au Canada, tous les paliers de gouvernement participent à d'énormes paiements de péréquation non seulement entre les différentes classes sociales mais également entre toutes les régions du pays.

L'indexation de l'impôt sur le revenu des particuliers soulève de graves problèmes. La possibilité que l'indexation de l'impôt sur le revenu rende un gouvernement plus conscient de ses responsabilités et plus prudent dans la gestion de son budget rend la chose souhaitable, si les gouvernements écoutaient les avertissements. Il est évident que la structure fiscale est déséquilibrée. Peut-être devrions-nous nous rendre compte qu'il y a des décennies nous vivions dans une économie très stable où les impôts étaient perçus sur la consommation.

Au cours des deux dernières décennies, l'échiquier a perçu l'argent en grande partie en imposant le revenu, selon le principe que ceux qui gagnent plus devraient payer plus. C'était considéré comme un impôt juste. Aujourd'hui, quelque 60 p. 100 de tous les revenus fédéraux et provinciaux sont